



Des filières plus courtes et citoyennes et des achats publics nationaux pour lutter contre les prix bas aux producteurs, les prix hauts aux consommateurs et la faim dans le monde

Mars 2011¹

AVSF coopère avec une centaine d'organisations de petits producteurs afin de consolider leur maîtrise des filières. L'association appuie aussi des pouvoirs publics de certains pays du Sud dans la formulation de politiques agricoles favorables aux agricultures paysannes locales et défend des politiques de régulation commerciale.

Trois décennies de dérégulation des marchés n'ont pas permis d'éradiquer la faim dans le monde et de ses conséquences. Au contraire, la proportion de personnes souffrant de malnutritions s'est accrue, souvent des paysans marginalisés, alors que dans le même temps, les modèles agro-industriels sont encouragés dans la perspective d'alimenter une population toujours plus nombreuse et urbanisée. Nous n'y sommes pas encore mais la crise alimentaire de 2008 pourrait bien se répéter cette année ou la suivante. Même si les proportions des ingrédients diffèrent, l'accroissement structurel de la demande de céréales, les incertitudes sur les récoltes prochaines, la spéculation sur les marchés physiques et financiers ainsi que l'augmentation du prix du pétrole font encore une fois un cocktail détonnant aux effets probablement catastrophiques sur les populations vulnérables et sur les Etats.

La sécurité alimentaire et la volatilité des prix agricoles préoccupent aujourd'hui à juste titre les nations et les institutions internationales. La Présidence française du G20, dont les pays membres représentent à eux seuls 77% des récoltes mondiales de céréales et 87 % des exportations, en a même fait une de ses priorités. Les propositions de la FAO ou du gouvernement français sont certes pertinentes : amélioration de la gouvernance mondiale, de la transparence et de l'encadrement des marchés physiques et financiers en limitant à un instant donné des positions possédées par un opérateur, meilleure information et coordination des stocks nationaux, mise en place et renforcement de mécanismes d'assurance et de protection sociale pour les populations vulnérables. Mais elles ne sont jusqu'à présent que des vœux pieux et restent avant tout des mesures d'atténuation de la volatilité des prix et ses effets. Elles ne s'attaquent ni à ses causes ni à l'insécurité alimentaire.

¹ Ce texte collectif a été rédigé sous la coordination de Christophe Chauveau, responsable AVSF du programme "organisations paysannes et marchés"

Ces périodes d'inflation exagérée des prix des denrées agricoles ne doivent pas faire oublier que la crise alimentaire est chronique. Un milliard d'êtres humains souffrent toujours de sous-nutrition essentiellement dans les pays du Sud. Et paradoxe scandaleux : les trois-quarts d'entre eux sont des ruraux, la plupart paysans. Une immense majorité n'a qu'un accès très limité à la terre, l'eau, le crédit, l'appui technique, sans parler de l'éducation, de la santé, des infrastructures de communication. Et les filières conventionnelles rémunèrent très mal et de manière incertaine leur travail. L'essentiel de la richesse qu'ils créent est captée par des intermédiaires et un nombre chaque fois plus réduit de grandes entreprises agro industrielles et aujourd'hui, là où elle est implantée, par la grande distribution. Notons que dans les filières dominées par l'agro industrie le prix des matières premières représente moins de 30% du prix au consommateur et dans les filières dominées par les distributeurs moins de 10%. Ces industries et distributeurs tous puissants négocient les prix aux producteurs à la baisse et leur réclament des volumes chaque fois plus importants de produits standardisés et aseptisés que la plupart des organisations de petits producteurs ne peuvent pas fournir, excluant ainsi les plus petits d'entre eux, c'est-à-dire leur majorité. En outre, les politiques de dérégulation et d'ouverture commerciales menées depuis trente ans, ont exacerbé la concurrence déloyale entre des agricultures fortement mécanisées à haute intensité de capital et à haute productivité du travail, fortement subventionnées dans les pays du Nord ou bien exemptes en totalité ou partie de charges sociales et fiscales et de contraintes environnementales dans certains pays du Sud membres du G20, et, les agricultures paysannes du Sud ou des régions difficiles du Nord comme les régions de montagne.

Sans protections sociales, des centaines de millions de paysans restent aujourd'hui confinés dans la pauvreté, si ce n'est pas la misère et la précarité. Ils se voient contraints d'émigrer vers les bidonvilles des grandes villes ou clandestinement au péril de leur vie dans les pays plus riches. Les mieux dotés d'entre eux n'ont souvent d'autre alternative que de tenter à leur tour de se spécialiser dans quelques monocultures et d'intensifier l'usage de semences commerciales à haut rendement associées à des intrants chimiques, ceci en dégradant leurs sols, leur environnement et biodiversité, leur santé et celle des consommateurs, en devenant dépendant de la réussite de peu de productions et prenant par la même d'énormes risques. Ces filières conventionnelles vivrières répercutent souvent bien mal ou trop peu au producteur les augmentations élevées de prix aux consommateurs. Sans compter que de nombreux petits producteurs du Sud sont devenus des consommateurs nets de denrées alimentaires!

Il est bien sûr essentiel de réguler les marchés internationaux, tout en allant beaucoup plus loin que les propositions de la FAO ou de la France. Comme nous le réclamons ainsi que de nombreux mouvements paysans et ONG, il faudrait, notamment dans les pays particulièrement vulnérables, des politiques nationales et régionales de reconstitution ou constitution de stocks alimentaires tant publics à l'échelle nationale, qu'auprès des petits producteurs et de leurs organisations. Il faudrait aussi, lors des épisodes de tension sur les marchés, contrôler les transactions de gré à gré et d'encadrer les marchés à terme.

A contre courant des Accords sur l'agriculture de l'OMC, il faudrait, comme certains pays en voie de développement l'ont fait ces dernières années, définir et mettre en oeuvre des politiques commerciales à l'échelle nationale et régionale, fortes et permanentes, qui permettent le développement des marchés régionaux, la maîtrise des importations et exportations en fonction des stocks disponibles par des mécanismes de taxation variable et de sauvegarde exceptionnelle plus souples, afin de limiter la transmission de la volatilité aux marchés intérieurs et de protéger sur le long terme les petits producteurs du Sud de la concurrence déloyale. Ces politiques de taxations sont moins coûteuses que les mesures de stockage ou les investissements dans la production ; leurs effets sont plus rapides sur les prix et la durabilité des exploitations paysannes. Ces politiques d'achats publics et soutien de la consommation des populations vulnérables, de stocks et de taxation variable des importations et exportations ne sont pas nouvelles : elles ont déjà fait leurs preuves au Nord et au Sud avant que ne soit entrepris leur démantèlement.

Même si des politiques de souveraineté alimentaire intégrant une part d'importations maîtrisées sont tout à fait possibles, il faudrait néanmoins diminuer la dépendance des pays du Sud aux marchés internationaux chaque fois plus instables. A contre courant des politiques de soutien aux filières

agroindustrielles et d'agroexportation promues depuis des décennies par nombre de gouvernements du Sud et de nouveau par les institutions internationales, les Etats du Nord et leurs organismes de coopération, il est urgent pour cela de mettre en place des politiques locales, nationales et régionales d'appui aux agricultures familiales. Celles-ci doivent s'orienter vers la reconquête de leurs marchés domestiques, la sécurité et la souveraineté alimentaire : politiques publiques de redistribution de la terre et de l'eau et régulation de l'accès aux ressources naturelles ; politiques d'investissement dans les pistes rurales, l'irrigation, les infrastructures de marché et de transformation ; politiques de services de proximité, éducation, santé, recherche, formation, conseil, microcrédit ; politiques fiscales ; politiques d'appui à la pluriactivité et au développement rural ; politiques d'appui aux agricultures familiales basées sur l'intensification agro-écologique et des partenariats entre organisations paysannes et organismes de recherche publique. Loin d'être archaïques, ces agricultures familiales ont démontré et démontrent chaque jour et partout, quand les conditions sont réunies, leurs capacités à produire des biens alimentaires pour les villes et les campagnes, à générer des revenus locaux, plus d'emplois, à créer et mieux distribuer la richesse, à produire plus durablement en préservant les ressources naturelles, à faire vivre des territoires et des cultures.

Enfin, réguler et atténuer les effets pervers des filières actuelles n'est pas suffisant : il est en outre primordial de structurer de nouvelles filières. Etant donné l'immense diversité des producteurs et des consommateurs, il n'existe pas de modèle miracle ni unique de filière. Mais aujourd'hui dans le monde, de nombreuses initiatives paysannes, citoyennes, publiques et privées, tentent de remettre au cœur du commerce, les hommes, leurs territoires et leurs produits au service de la sécurité alimentaire. Avec de multiples organisations paysannes et acteurs de la société civile, AVSF promeut ainsi la structuration de filières plus courtes, géographiquement ou institutionnellement, qu'il s'agisse de filières vivrières locales ou de filières d'exportation équitables. L'enjeu est que ces filières rémunèrent correctement les familles paysannes, valorisent les terroirs et des produits agricoles sains et de qualité tout en motivant la mise en place de systèmes de production paysans écologiquement intensifs.

En Amérique latine, AVSF soutient ainsi la vente directe de produits agro écologiques locaux sur des marchés et des points de vente paysans, ou encore, par des paniers paysans en alliance avec des consommateurs urbains. En Equateur, au Brésil, en Haïti, AVSF appuie des initiatives paysannes de vente de produits locaux à l'Etat ou aux collectivités locales dans le cadre de programmes publics de stockage de sécurité, d'aide alimentaire ou de cantines scolaires. AVSF accompagne de nombreux producteurs organisés de café, cacao, quinoa, mangue, litchi ou vanille des Andes, d'Haïti, du Sénégal ou de Madagascar, dans leurs démarches d'exportations sur les marchés gourmets, bio et surtout certifiés équitables du Nord. Enfin, AVSF soutient des dynamiques de stockage et commercialisation associative de maïs au Nicaragua ou au Togo, et de transformation de lait en Afrique de l'ouest, en Haïti ou dans les Andes, qui permettent de mieux valoriser la matière première produite localement. Dans toutes ces initiatives, le renforcement des organisations paysannes est au cœur de la structuration de filières justes et durables. Il s'agit en effet de générer les capacités locales nécessaires à la maîtrise par les producteurs associés, de la collecte, de la qualité, de la certification et de la commercialisation. Il s'agit aussi d'accompagner ces organisations dans le développement de services aux producteurs d'assistance technique, d'achat d'intrants, de stockage, de transformation ou de crédit. Il s'agit enfin de soutenir ces organisations dans leurs actions de défense des intérêts paysans et d'incidence sur les politiques locales, nationales et internationales de développement.

Ces filières organisées par les paysans, les consommateurs, des acteurs professionnels de la transformation et de la commercialisation et l'Etat, améliorent les revenus et la sécurité alimentaire de dizaines de milliers de familles paysannes. En 2010, une étude commanditée par le Ministère de l'Agriculture d'Equateur nous a permis d'établir que la vente directe sur des marchés paysans pouvait augmenter de 30 à 50% les revenus, compris entre 1250 et 2250 € par an, d'environ six mille familles paysannes sans augmenter le prix aux consommateurs. L'association d'agriculteurs et d'éleveurs de Cusco au Pérou regroupant quelques 4000 familles a fait du plus gros marché de la ville un marché de vente directe où par exemple les prix aux producteurs du fromage et de la viande sont supérieurs de 27 et 53% et où les prix aux consommateurs urbains, environ 20.000 chaque semaine, sont inférieurs à ceux

du commerce. Selon l'étude mentionnée ci-dessus, les familles urbaines de Machala et de Riobamba en Equateur ayant organisé des achats groupés hebdomadaires à des petits producteurs et la distribution entre elles de ces paniers paysans diminuaient de 30 à 46% le coût de leur approvisionnement en tubercules, céréales, fruits et légumes. En 2009 en Haïti, plus de 20.000 élèves consommaient dans le cadre du Programme National de Cantines Scolaires d'approvisionnement d'une cinquantaine d'écoles le lait stérilisé produit par les treize laiteries paysannes du réseau Let Agogo, unique dans ce pays où 65% de la consommation de produits laitiers est importée, En 10 ans, le prix moyen du lait au producteur avait été multiplié près de cinq fois et les produits Lèt Agogo étaient plus accessibles à la population puisque le yaourt et le lait stérilisé aromatisé local se vendaient moitié moins cher que ceux importés. D'autres études commanditées par Fairtrade Labelling Organisation ont elles démontré que les petits paysans de la côte nord du Pérou ou des vallées tropicales du nord est bolivien avaient presque doublé leurs revenus grâce à l'exportation organisée en Europe de leurs bananes ou de leur café certifiées bio et équitable. Ces initiatives ont aussi contribué à générer des emplois et des services dans des territoires marginalisés. Des accords directs entre producteurs et consommateurs des marchés ou des paniers paysans ou indirects via l'Etat ou des systèmes de certification, le stockage et la transformation, ont dans ces différents cas stabilisé localement les prix aux producteurs, parfois au-delà des seuls producteurs impliqués.

Si la bonne gouvernance et la régulation des marchés internationaux sont essentielles, la démocratie et la maîtrise par les producteurs, les pouvoirs publics et les consommateurs de filières plus courtes ainsi que la relocalisation de la production et de la consommation semblent aussi aujourd'hui nécessaires. Certes encore relativement marginales, ces initiatives de structuration de filières courtes démontrent tous les jours qu'elles peuvent contribuer à réduire la volatilité des prix et à éradiquer la faim.

© VSF-CICDA - Agronomes et Vétérinaires sans frontières, Lyon - France, 2011



Association française de solidarité internationale reconnue d'utilité publique, *Agronomes et Vétérinaires sans frontières* agit depuis plus de 30 ans avec les communautés paysannes des pays en développement pour résoudre la question alimentaire. L'association met à leur service les compétences de professionnels de l'agriculture, de l'élevage et de la santé animale : aide technique, financière, formation, accès aux marchés...

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières mène plus de 80 programmes de coopération dans 20 pays d'Amérique Centrale et du Sud, d'Asie et d'Afrique, au côté des sociétés paysannes pour lesquelles l'activité agricole et d'élevage reste un élément fondamental de sécurisation alimentaire et de développement économique et social.

www.avsf.org